

Burkina Faso, crise sécuritaire et droits humains : un modèle en question ?

Timbuktu Institute – Semaine 2 - Mars 2026

Le Burkina Faso traverse un mois de mars 2026 marqué par une tension élevée, entre attaques terroristes et restrictions des libertés. Alors que le groupe armé JNIM intensifie les attaques meurtrières dans l'est et le nord du pays, le régime militaire renforce son emprise sur l'univers médiatique, qui était auparavant un modèle d'excellence dans la sous-région. Néanmoins, malgré cette crise multidimensionnelle, le secteur humanitaire offre une lueur d'espoir grâce à l'adoption d'une nouvelle stratégie d'intégration des réfugiés, saluée par l'ONU.

Cycle mortel au Burkina Faso : le JNIM intensifie ses attaques

En ce mois de mars, le Burkina Faso a été la cible d'une vague d'attaques terroristes d'une violence exceptionnelle. En dix jours, ces attaques ont fait plusieurs dizaines de morts. Les victimes sont aussi bien des civils que des militaires, notamment lors de l'assaut du camp de police du groupement des unités mobiles d'intervention de Yamba, situé à 20 kilomètres au nord de Fada N'Gourma, attribué au JNIM. Un rapport de HRW daté du 12 mars dresse un bilan accablant des attaques menées par le JNIM dans le nord et l'est du pays. Le rapport mentionne « au moins 38 civils tués, 9 femmes enlevées et des propriétés incendiées ». Cette zone, frontalière du Bénin, du Togo et du Niger, est ainsi devenue un épicycle de la dégradation sécuritaire. Si le conflit s'intensifie à l'est et au nord, un autre champ de bataille, moins bruyant mais tout aussi essentiel, est apparu dans le domaine des droits fondamentaux. Dans ce climat de tension intense, la liberté de la presse, qui était autrefois le pilier de la démocratie au Burkina Faso, est aujourd'hui attaquée; ce qui suscite des inquiétudes bien au-delà des frontières du pays.

Étouffer la critique : la fin d'une époque florissante pour les médias du Burkina ?

Entre-temps, les libertés publiques continuent de susciter des inquiétudes chez les observateurs. Autrefois, ce pays était perçu comme un lieu où des journalistes de renom, comme Norbert Zongo, assassiné dans des circonstances complexes, ont fait carrière. Il déplorait constamment ce qu'il qualifiait de « silence des gens biens ». Selon Sadibou Marong, « c'est un pays qui a toujours compté parmi ses journalistes des figures de très grande stature ». Depuis 2022, la situation des médias est remise en cause avec l'arrestation de journalistes et la fermeture de différents organes de presse, à la suite de l'accession au pouvoir des militaires. Des journalistes-reporters du Burkina Faso ont également été contraints de se rendre sur le champ de bataille ou de prendre la fuite. Beaucoup y voient une tentative de faire taire les voix critiques. Malgré ces tensions internes qui affectent le discours public, le Burkina Faso reste fidèle à ses obligations humanitaires. Le gouvernement tente actuellement de projeter une image de résilience et de pragmatisme en matière d'accueil des populations déplacées.

Transition de paradigme : vers une autonomie durable des populations déplacées

Dans un autre ordre d'idées, Ruvendrini Menikdiwela, assistante du Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés et responsable de la protection, a organisé une réunion le 9 mars 2026 avec le ministre des Affaires étrangères, SEM Karamoko Jean Marie Traoré, pour aborder la question des réfugiés au Burkina Faso. Elle a saisi cette occasion pour saluer la politique d'accueil des réfugiés mise en place par le gouvernement, qu'elle a qualifiée de modèle au vu des conditions difficiles que le pays traverse. De son côté, le responsable de la diplomatie a souligné que nous étions dans une « dynamique visant à séparer l'image problématique du réfugié pour le valoriser davantage en tant qu'acteur et contributeur potentiel au développement, plutôt que comme un fardeau supplémentaire ». Le ministre Traoré a insisté sur la nécessité de dépasser l'approche d'assistance continue pour ces populations, en privilégiant le développement de leur autonomie et de leur capacité à contribuer de manière proactive au progrès de leurs lieux d'accueil.

Côte d'Ivoire : Consolidation institutionnelle et turbulences au sein de l'opposition

Timbuktu Institute – Semaine 2 - Mars 2026

Dans un contexte de réforme foncière et de sécurisation des frontières, la Côte d'Ivoire cherche à renforcer son Parlement et à mieux former ses représentants élus. Toutefois, cette détermination institutionnelle se heurte à un paysage politique plus complexe : le PDCI-RDA, principal parti d'opposition, est en proie à une série de suspensions qui révèlent des divisions stratégiques importantes. Cette semaine est donc marquée par un échiquier politique ivoirien en pleine transformation, oscillant entre recherche de légitimité à l'international et conflits de cohésion interne.

Immersion parlementaire : les éléments essentiels du mandat pour la nouvelle législature

Du 5 au 11 mars 2026, l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire a organisé un séminaire d'orientation à destination des nouveaux parlementaires. Cette session de formation a couvert les missions essentielles du député, le fonctionnement des comités permanents, ainsi que les obligations d'assiduité et de discrétion liées au mandat. Le séminaire a été animé par les responsables de l'administration parlementaire, dont le secrétaire général Alain Addra. Cette initiative s'inscrit dans une tradition organisationnelle visant à garantir l'efficacité législative dès le début de chaque mandat. Ce séminaire constitue une mesure d'intégration institutionnelle essentielle visant à professionnaliser l'activité parlementaire en fournissant aux représentants les outils techniques et déontologiques nécessaires à l'exercice de leur mandat.

PDCI-RDA : vers une hémorragie parlementaire ?

Durant cette période, les tensions au sein du PDCI-RDA s'intensifient. Quatre d'entre eux ont mis fin à leur engagement au sein du groupe parlementaire du parti. Les parlementaires concernés sont Kouamé Koffi Athanase, N'zi N'da Affoué Éliane, Adja Alain et N'gouan Jérémie Alfred, qui représentent respectivement les circonscriptions de Bocanda, Port-Bouët et Aboisso. Dans une lettre datée du 6 mars, ils évoquent des raisons personnelles tout en confirmant leur loyauté envers le parti. De nombreuses sources internes signalent des tensions concernant la direction et la gestion stratégique du PDCI, le principal parti d'opposition. D'autres représentants politiques pourraient suivre le même exemple dans les jours à venir. Le 13 mars, les dirigeants du PDCI ont exhorté leurs représentants à adopter une attitude calme et disciplinée. Cet enchaînement de suspensions témoigne d'une crise de cohésion interne au PDCI-RDA, exposant des divisions marquées entre le groupe parlementaire et les dirigeants concernant la direction stratégique du parti. En invoquant des « raisons personnelles » tout en maintenant leur statut de membres, ces élus déclenchent une révolte discrète qui affaiblit la principale force d'opposition en Côte d'Ivoire à une période politique cruciale.

Côte d'Ivoire : un paysage politique marqué par des réformes et des tensions internes

D'un point de vue institutionnel, la mise en place d'un séminaire de formation pour les nouveaux députés ainsi que l'inclusion dans le cadre de la sécurité internationale témoignent de la volonté de l'État d'améliorer ses compétences et de renforcer son image de partenaire fiable. En revanche, les turbulences au sein du PDCI-RDA révèlent les frictions internes inhérentes à un important parti d'opposition dans un système politique où l'idée d'une alternance est essentiellement hypothétique. d'un Parlement en constitution, d'une opposition affaiblie et d'un contexte régional instable requiert un équilibre subtil entre efficacité gouvernementale et diversité politique. L'Assemblée nationale récemment élue pourrait être amenée à traiter d'importants enjeux législatifs, tels que la réforme du régime foncier, les politiques de sécurité régionale face aux dangers terroristes aux frontières nord ou encore les problématiques économiques liées à l'envolée des prix des matières premières.

Togo : Entre tiraillements politiques et persistance de la menace terroriste

Timbuktu Institute – Semaine 2 - Mars 2026

En mars 2026, deux sujets dominant l'actualité au Togo : la défiance de l'opposition vis-à-vis des tentatives de modifications constitutionnelles et le renouvellement de l'état d'urgence sécuritaire dans le Nord. Cette atmosphère tendue met en évidence la complexité d'un système politique qui tente de consolider ses institutions tout en gérant une vulnérabilité accrue aux frontières.

Vers un conflit constitutionnel : le mouvement « Touche pas à ma constitution » est en état d'alerte

Au Togo, des troubles politiques au sein de l'opposition ont marqué l'actualité. Le 11 mars 2026, une coalition composée du Front « Touche pas à ma constitution », de la Dynamique pour la majorité du peuple (DMP), de la Dynamique Monseigneur Kpodzro (DMK) et de la Lumière pour le développement dans la paix (LDP) a tenu une conférence de presse commune. Ces entités ont exposé une stratégie que le régime serait en train de mettre en œuvre par étapes : engager une discussion avec certains membres de l'opposition au sein du Cadre permanent de concertation (CPC), modifier la Constitution pour préciser que le président du Conseil doit être un membre du Parlement, dissoudre l'Assemblée nationale, organiser des élections législatives frauduleuses, puis autoriser à Faure Gnassingbé de devenir Président du Conseil comme nouveau titre officiel du pouvoir exécutif.

Les parties prenantes demandent aux citoyens togolais de rester vigilants et réclament la libération des prisonniers politiques, le retour des exilés et l'instauration d'une véritable transition démocratique. Si le gouvernement procède à une nouvelle révision constitutionnelle et à la dissolution de l'Assemblée nationale, il s'expose au risque d'une mobilisation sociale similaire à celle survenue après l'établissement de la Ve République en 2024. En revanche, l'ouverture d'une discussion authentique et inclusive, impliquant une représentation significative de l'opposition et de la société civile, pourrait permettre de sortir de la crise de manière honorable, à condition que les garanties procédurales soient impeccables.

Extension de l'état d'urgence dans les Savanes : un niveau de sécurité élevé dans un contexte de tension politique

L'opposition nourrit une défiance envers les réformes institutionnelles, alors que l'exécutif plaide pour une augmentation de ses pouvoirs en raison de la détérioration du contexte sécuritaire. Entre le désir de réforme à Lomé et la gestion de la crise frontalière, le pouvoir invoque la défense du territoire pour conserver une emprise serrée sur l'espace public. Le président du Conseil a adopté l'extension de l'état d'urgence sécuritaire dans la région des Savanes pour une durée supplémentaire de douze mois, à compter du 13 mars 2026, conformément à l'article 20 de la Constitution du 6 mai 2024. De son côté, le gouvernement invoque la menace terroriste continue aux frontières nord du pays pour justifier cette mesure. Le prolongement de l'état d'urgence sécuritaire dans la région des Savanes met en lumière la double pression subie par Gnassingbé : il devrait à la fois renforcer son pouvoir au sein du pays et répondre à la nécessité de protéger une frontière nord de plus en plus exposée aux incursions terroristes en provenance du Burkina Faso. Néanmoins, la sécurisation de la région des Savanes demeure un enjeu majeur qui requiert une attention soutenue, sans pour autant justifier indéfiniment la limitation des libertés citoyennes à l'échelle nationale.

Tchad : Droits humains et gouvernance en question

Timbuktu Institute – Semaine 2 - Mars 2026

Depuis l'accession de Mahamat Idriss Déby à la tête de l'État, plusieurs organisations internationales de défense des droits humains n'ont pas cessé de faire état d'un rétrécissement de l'espace civique et une restriction des libertés individuelles. Début mars, plusieurs ONG dont la Ligue tchadienne des droits de l'Homme et l'Organisation mondiale contre la torture ont dénoncé devant l'ONU une répression croissante de l'opposition par l'Agence nationale de sécurité de l'État (ANS), directement rattachée à la présidence. En réponse, le ministre tchadien de la Justice Youssouf Tom a reconnu, le 12 mars, qu'en dépit du fait que de tels incidents puissent survenir, la justice est fréquemment saisie en ce sens pour y remédier. Selon lui, il reviendrait toutefois aux ONG et journalistes de faire preuve d'objectivité dans leurs dénonciations, invitant chacun à « rester dans la vérité ». Une réponse jugée mesurée par d'aucuns, mais insuffisante par les organisations de défense des droits humains qui pointent des pratiques systématiques de répression.

Parallèlement, selon une enquête du média d'investigation français Mediapart parue le 10 mars, le président tchadien Mahamat Idriss Déby Itno et son entourage auraient dépensé près de 867 000 euros au palace parisien le Royal Monceau entre 2021 et début 2026, dont 784 000 en espèces. Des règlements en liquide qui dépassent largement le plafond légal de 10 000 euros autorisé en France pour les non-résidents fiscaux. Ces révélations s'inscrivent dans le cadre d'une enquête ouverte en 2024 par le Parquet national financier (PNF) portant déjà sur des achats de costumes du chef de l'État pour 915 000 euros. Face à ces accusations, le porte-parole du gouvernement tchadien Gassim Cherif Mahamat a fermement rejeté ce qu'il qualifie de simples « allégations » sans « l'ombre d'une preuve matérielle » tout en précisant que l'État tchadien n'a pas à répondre à la justice française. Quoiqu'il en soit, cette affaire remet en lumière les problématiques de gouvernance et de gestion des fonds publics, dans un contexte politique fragile. Le Tchad demeurant dépendant de l'aide internationale, avec une population confrontée à des défis économiques persistants, il n'est pas excessif de notifier que l'opacité des dépenses présidentielles à l'étranger pourrait consolider le déficit de confiance à l'égard des gouvernants.

Vers un renouveau de l'opposition ?

Alors que le Groupe de Concertation des Acteurs politiques (GCAP) avait annoncé son retrait de la vie politique en octobre 2025, la coalition de partis d'opposition semble reprendre du poil de la bête. Le GCAP a organisé le 10 mars une évaluation publique de ce retrait, placée sous le thème « Tchad, pays fragilisé : quelles perspectives de lutte politique pour sa survie ? ». La rencontre a servi de tribune pour un réquisitoire sévère contre le régime de Mahamat Idriss Déby, dénonçant un climat de « terreur politique », la mort de la démocratie, des assassinats d'opposants non élucidés (dont celui de Yaya Dillo Djérou en 2024) ainsi qu'une justice instrumentalisée pour réduire au silence les voix dissidentes. Par ailleurs, le Groupe a critiqué la coopération militaire de N'Djamena avec la France, perçue comme un soutien au pouvoir en place.

En outre, la plateforme des Organisations de la Société Civile pour la Paix et le Développement (POSOC-PD) a officiellement lancé, le 11 mars 2026 à Abéché, le projet « Paix, Sécurité et Cohésion Sociale à l'Est du Tchad ». La cérémonie s'est tenue dans un contexte marqué par la recrudescence des conflits et des tensions communautaires dans la province du Ouaddaï. Selon le directeur général de la POSOC-PD, plus de deux millions de personnes bénéficieront directement ou indirectement des actions prévues, avec pour objectif central de promouvoir un environnement pacifique, inclusif et stable entre les différentes communautés de la région. En effet, fortement affectée par les flux de réfugiés centrafricains et soudanais et par les tensions transfrontalières récurrentes, l'Est du pays demeure une équation particulièrement sensible.

Bénin : l'opposition en eaux troubles ?

Timbuktu Institute – Semaine 2 - Mars 2026

Il est peu de dire que l'opposition béninoise se trouve présentement dans une situation critique. Depuis la consternation suite à la nouvelle de la démission du chef du parti Les Démocrates (LD) Thomas Boni Yayi, ex-président et chef de parti Les Démocrates (LD), l'opposition s'emploie à démêler les fils de la situation. Après que la Coordination Nationale du parti ait rejeté la démission de l'ex-président, une délégation de responsables des LD s'est rendue le 10 mars, dans sa demeure à Tchaourou (sa ville natale) pour le rencontrer. De cette rencontre, il est ressorti que l'ancien chef de l'Etat reste ferme et maintient sa démission. En attendant, plusieurs options semblent être évoquées du côté des LD, au titre desquelles figure l'organisation d'un congrès extraordinaire en vue de l'élection d'un nouveau président de parti. Pour l'instant, le premier vice-président Eric Houndété a été choisi pour assurer l'intérim de la présidence du parti, selon un communiqué publié le 13 mars. Par ailleurs, à en croire Basile Ahossi, ancien vice-président des LD, l'on ne saurait occulter le fait que la gestion du parti fut problématique. Selon lui, « les conflits personnels entre le président Patrice Talon et lui paralysaient les activités du parti » qu'il estime « décapité » et tendant « vers l'effondrement ».

Quoiqu'il en soit, les perspectives d'avenir du parti LD ne semblent pas être des plus reluisantes au vu de la configuration actuelle de l'espace politique béninois. C'est sans doute conscient de cela que le secrétaire exécutif national de Force Cauris pour un Bénin Émergent (FCBE) Paul Hounkpè, appelle à une union de l'opposition. Dans un communiqué publié le 12 mars, le candidat en lice pour la présidentielle d'avril prochain, exhorte les partis politiques, organisations citoyennes et personnalités de l'opposition à se concerter autour d'un front uni baptisé « Forces coalisées pour un Bénin Émergé ». Eu égard à la configuration actuelle du champ politique, qui puis est avec le candidat de la mouvance présidentielle et ministre de l'Economie Romuald Wadagni qui part favori, les chances sont grandes que cet appel reste lettre morte. Ceci d'autant plus que les FCBE, du fait de son accord de gouvernance et un accord de coalition parlementaire avec la mouvance, est perçue comme un parti d'« opposition modérée » par une part de l'opinion publique.

Face à la menace terroriste, une réponse musclée

Après les attaques survenues ces dernières dans le nord du pays, les forces armées béninoises ont mené une contre-offensive rigoureuse. En effet, alors qu'une attaque avait visé, le 7 mars, une position stratégique de l'armée dans le Lodge Pendjari à l'intérieur du parc, la réaction a été ferme et énergique. Les soldats ont réussi à repousser l'assaut et à neutraliser 17 membres des groupes armés impliqués dans l'offensive. Du côté béninois, un soldat a perdu la vie au cours des échanges de tirs. Bien que ce succès opérationnel soit à saluer, cela rappelle que le nord du Bénin est maintenant de toute évidence, un front sécuritaire actif. En ce sens, la persistance des défis sécuritaires indique non seulement l'intensification de la menace des groupes armés mais aussi la nécessité d'efforts soutenus et intégrés contre l'extrémisme violent ainsi qu'une vigilance constante.

Cameroun : Yaoundé s'emploie à valoriser ses ressources minières

Timbuktu Institute – Semaine 2 - Mars 2026

Au Cameroun, il est de plus en plus convenu que l'Etat perd des milliards dans son exploitation et sa gestion de sa filière aurifère. Manifestement, l'or camerounais circule, mais pas dans les circuits officiels prévus. En 2023, un rapport accablant de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) révélait l'ampleur d'un trafic, que Yaoundé semble visiblement ne plus vouloir ignorer. C'est ainsi que le président Paul Biya a ordonné, via son secrétaire général de la présidence Ferdinand Ngoh Ngoh, la création d'une commission d'enquête mixte chargée de faire la lumière sur le trafic illégal d'or. En effet, le Cameroun n'aurait officiellement exporté que 22,3 kg d'or vers les Émirats arabes unis, tandis que ces derniers déclarent en avoir acheté 15,2 tonnes d'origine camerounaise. Face à cet écart vertigineux, les explications du ministre des Mines Fuh Calistus n'ont pas convaincu, faisant de lui l'une des cibles potentielles de l'enquête, dans un contexte où son ministère est en intérim depuis le décès de son prédécesseur en janvier 2023.

Pour un désenclavement de l'Est

L'Est du Cameroun, riche en bois, minerais et or, qui est aussi le théâtre d'un afflux de réfugiés centrafricains, souffre de sa situation d'enclavement. En dépit de ses 109 000 km² (23% du territoire national), la région affiche un taux de bitumage de seulement 6,25%. C'est fort de cette vulnérabilité que la Banque africaine de développement (BAD) a accordé au Cameroun un prêt de 360 millions USD (203 milliards FCFA) pour financer la première phase du Programme de désenclavement et de connectivité des bassins économiques transfrontaliers dans la région de l'Est (PDCBET). Concrètement, ces fonds serviront à bitumer 156 km de route sur l'axe Ngoura Il-Yokadouma, reliant le Cameroun au Congo voisin. Au-delà de l'infrastructure routière, le projet vise trois objectifs : désenclaver la région de l'Est et renforcer l'intégration régionale en Afrique centrale, créer au moins 2 500 emplois directs et indirects au profit des jeunes, femmes et minorités vulnérables, et prévenir les fragilités sécuritaires dans une zone particulièrement isolée. Ce prêt s'inscrit dans un engagement plus large de la BAD au Cameroun, dont le portefeuille routier actif comprend neuf projets pour un total d'environ 1,4 milliard USD, couvrant plusieurs régions du pays depuis 2015.

Nouvelle affaire politico-administrative

Depuis le début de l'année, le Cameroun semble voguer au gré d'imbroglios politico-administratifs. Après l'affaire des scanneurs au port de Douala et celui du marché de 21,4 milliards de FCFA pour l'installation de lampadaires solaires, c'est au tour du Golf Club de Yaoundé d'être au cœur d'un litige foncier. Le conflit trouve son origine dans un arrêté signé le 2 janvier par le ministre des Domaines Henri Eyebe Ayissi, qui a rétrocedé environ dix hectares du domaine du club à une certaine Thérèse Koa, cheffe d'un quartier voisin du golf se présentant comme représentante de la communauté des Omgba Bissogo, familles revendiquant des droits coutumiers sur ces terres occupées avant l'indépendance. Le Golf Club, de son côté, conteste la légalité de cet arrêté, estimant qu'une telle rétrocession requiert l'approbation préalable du président de la République et non un simple arrêté ministériel. Ainsi, au cœur de cette affaire, une interrogation émerge : Thérèse Koa est-elle une simple protagoniste agissant en son nom propre, ou plutôt paravent commode pour des acteurs en coulisses aux ambitions foncières bien réelles sur un domaine que beaucoup lorgnent ?

Mali : L'économie et la sécurité souffrent-elles déjà du choc pétrolier ?

Timbuktu Institute – Semaine 2 - Mars 2026

L'analyse des risques liés au conflit entre l'Iran, les États-Unis et Israël sur l'approvisionnement en carburant au Mali, met en lumière la dépendance critique du pays vis-à-vis des marchés globaux. Pour une nation enclavée, le carburant n'est pas seulement une ressource énergétique, c'est le sang de l'économie nationale. L'argument stratégique réside dans la vulnérabilité de la chaîne logistique malienne : toute instabilité dans le détroit d'Ormuz provoque une hausse immédiate des coûts d'importation via les ports de transit comme Dakar ou Abidjan. Cette inflation importée fragilise le pouvoir d'achat et augmente les coûts de transport intérieur, créant un risque de paralysie économique et de mécontentement social que Bamako peine à contenir avec des marges budgétaires limitées. La hausse du prix du baril oblige l'État à des arbitrages douloureux entre les subventions à l'énergie et le financement de l'effort de guerre, une équation financière quasi impossible à résoudre sans aide extérieure massive.

Le retour pragmatique du renseignement américain

Le rapprochement entre Washington et Bamako pour la reprise des opérations de renseignement marque un tournant géopolitique majeur en mars 2026. Malgré le discours souverainiste de la junte et la présence russe de l'Africa Corps, cet accord révèle une nécessité tactique mutuelle. Pour les États-Unis, il s'agit de maintenir une "fenêtre" de surveillance sur l'expansion de l'État Islamique et d'Al-Qaïda au Sahel, évitant ainsi la création d'un sanctuaire incontrôlable. Pour le Mali, c'est l'aveu implicite que les capacités de surveillance ISR (Intelligence, Surveillance, Reconnaissance) américaines, notamment satellitaires et par drones de haute altitude, sont indispensables pour sécuriser l'immensité du territoire, là où les partenaires russes montrent des limites technologiques évidentes. Ce pragmatisme souligne que la lutte antiterroriste impose des alliances hybrides, au-delà des clivages idéologiques affichés par les autorités de transition, créant une cohabitation singulière entre experts américains et instructeurs russes sur le sol malien.

Institutionnalisation de la Confédération AES

L'adoption attendue de la feuille de route de l'An II de la Confédération AES (Alliance des États du Sahel) témoigne d'une volonté de pérenniser ce bloc régional comme une alternative crédible à la CEDEAO. L'argument stratégique repose sur la création d'un espace de souveraineté intégrée entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger, visant une autonomie totale. Cette feuille de route ne se limite plus à la coopération militaire face aux groupes armés, mais englobe désormais des projets d'intégration économique, de création d'une monnaie commune potentielle et de grands travaux d'infrastructure transfrontaliers. En structurant ainsi l'AES, les chefs d'État cherchent à démontrer la viabilité de leur modèle de gouvernance militaire et à se prémunir contre les pressions internationales par une solidarité régionale renforcée. L'enjeu est de transformer une alliance défensive de circonstance en un acteur géopolitique permanent et influent en Afrique de l'Ouest, capable de négocier d'égal à égal avec les puissances mondiales.

L'Observatoire pour la paix : un outil de médiation interne

La mise en place d'un Observatoire de 30 membres pour la paix et la réconciliation nationale est une tentative de réponse politique à la crise sécuritaire multidimensionnelle. Dans un contexte de rupture des accords d'Alger et de reprise des hostilités avec les groupes signataires, cet organe vise à recréer un espace de dialogue entre les différentes sensibilités maliennes. L'enjeu est de stabiliser l'arrière-front en traitant les griefs locaux et intercommunautaires qui servent de terreau fertile au recrutement terroriste. Cependant, l'efficacité de cet Observatoire sera jugée sur sa capacité réelle à influencer les décisions militaires et à inclure les voix marginalisées du Nord et du Centre du pays. Sans une volonté sincère de décentralisation et de justice sociale, cet outil risque de rester une vitrine institutionnelle symbolique, déconnectée des réalités violentes vécues par les populations rurales qui attendent des preuves concrètes de protection et de retour de l'administration.

L'asphyxie stratégique de Bamako par le JNIM

L'analyse de l'emprise du JNIM (Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans) sur les routes menant à Bamako révèle une stratégie jihadiste de "siège indirect" de plus en plus sophistiquée. En contrôlant les axes vitaux, les insurgés ne cherchent pas l'affrontement frontal avec l'armée, mais l'effondrement économique de la capitale par l'attrition. Cette tactique d'asphyxie logistique met en lumière l'incapacité des autorités militaires à sécuriser la liberté de circulation sur de longues distances, malgré les annonces de montée en puissance. L'argument est ici psychologique et politique : en rendant l'approvisionnement incertain, le JNIM sape la légitimité du pouvoir militaire qui a fondé sa crédibilité sur la promesse d'une sécurité retrouvée. L'isolement progressif de Bamako crée une pression sociale explosive, transformant la menace sécuritaire en une crise de subsistance urbaine, où le manque de denrées et de produits de première nécessité pourrait devenir le principal moteur d'une instabilité politique majeure au cœur du pouvoir.

La terreur sur les routes : exécution de chauffeurs

L'exécution de chauffeurs routiers par un groupe islamiste armé marque un franchissement de palier dans la terreur logistique au Mali. En ciblant délibérément les travailleurs civils du secteur des transports, les terroristes cherchent à paralyser tout le réseau commercial et vital du pays. L'argument stratégique est la création d'un "vide logistique" : si les chauffeurs refusent de rouler par peur d'être assassinés, les marchés s'assèchent et les prix des denrées explosent instantanément. Cette méthode vise à couper les liens économiques organiques entre les régions de production et la capitale. C'est une forme de guerre économique totale où le civil devient une cible légitime pour briser la résilience de l'État. En agissant ainsi, les groupes armés forcent les transporteurs, soit à payer des taxes de protection exorbitantes, alimentant ainsi le trésor de guerre terroriste, soit à cesser toute activité, plongeant les populations urbaines dans une précarité alimentaire insupportable.

Les pertes des forces Mali-Russie à Nampala

L'attaque dévastatrice près de Nampala, ayant coûté la vie à une dizaine de militaires maliens et d'instructeurs russes, démontre la vulnérabilité persistante des positions fixes et des patrouilles face à l'agilité tactique du JNIM. Cette défaite souligne cruellement que la coopération avec les forces russes n'immunise pas contre les tactiques d'embuscade sophistiquées et les attaques coordonnées. Stratégiquement, ces pertes régulières érodent le moral des troupes et questionnent ouvertement l'efficacité de la stratégie actuelle de reconquête territoriale par la force brute. Le JNIM prouve qu'il peut frapper des cibles de haute valeur, y compris les partenaires étrangers, avec une précision et une létalité alarmantes. Cela oblige l'état-major malien à une révision coûteuse et permanente de ses protocoles de sécurité, tout en alimentant la propagande jihadiste sur l'échec supposé du partenariat Mali-Russie pour stabiliser le Centre du pays, zone qui reste le foyer principal de l'instabilité sécuritaire malienne.

Pénurie de gazole : le blocus comme arme de guerre

Le blocus jihadiste entraînant une pénurie critique de gazole à Bamako est l'aboutissement tactique de la stratégie d'étranglement routier méthodique. Le gazole est l'un des moteurs absolus de l'économie malienne, alimentant aussi bien les générateurs d'urgence de la société Énergie du Mali (EDM-SA) que les camions de transport de marchandises. En créant cette pénurie artificielle par le sabotage des convois, le JNIM transforme la vie quotidienne des Bamakois en un calvaire permanent, générant des coupures d'électricité chroniques et des ruptures de stocks dans les commerces. L'argument stratégique est clair : démontrer de manière tangible que l'État ne contrôle plus ses flux énergétiques vitaux. Cette situation place le gouvernement de transition dans une impasse stratégique, le forçant à détourner des ressources militaires et logistiques précieuses pour escorter des convois de carburant sur des centaines de kilomètres, ce qui réduit mécaniquement sa capacité offensive sur d'autres fronts et épuise son potentiel de protection.

L'émergence des drones kamikazes contre les FAMa

L'assaut subi par l'armée malienne via des drones kamikazes et des obus marque une escalade technologique majeure et inquiétante sur le sol malien. Les groupes armés non étatiques ont désormais accès à des vecteurs aériens de précision, neutralisant l'avantage historique de la fortification et des tranchées. Stratégiquement, l'utilisation de drones "low-cost" par l'insurrection change radicalement la nature du combat : l'ennemi n'a plus besoin d'approcher physiquement les bases pour infliger des dégâts massifs et des pertes humaines. L'argument central est la nécessité impérieuse pour les FAMa d'acquérir une défense antiaérienne et de guerre électronique adaptée à cette menace asymétrique venue du ciel. Cette évolution force les troupes au sol à une posture défensive extrêmement coûteuse et souligne que la technologie n'est plus l'apanage des armées régulières. Chaque poste avancé, chaque convoi, devient une cible vulnérable à une attaque foudroyante, rendant la sécurisation des zones conquises beaucoup plus complexe et aléatoire qu'auparavant.

Massacre près de Kayes : la menace sur le corridor sénégalais

L'exécution sauvage de 12 chauffeurs près de Kayes, incluant des citoyens sénégalais, est un coup dur porté au corridor commercial Dakar-Bamako, poumon économique du Mali. Stratégiquement, cette attaque vise à isoler physiquement le Mali de son principal partenaire commercial maritime. L'argument avancé par Human Rights Watch relève d'une violation flagrante du droit humanitaire, mais révèle surtout une intention jihadiste de rompre les liens de solidarité sous-régionale. En tuant des étrangers, les terroristes cherchent à provoquer des tensions diplomatiques entre le Mali et le Sénégal, tout en terrorisant les compagnies de transport sénégalaises pour qu'elles cessent leurs rotations. Cela met directement en péril la viabilité économique du pays, qui dépend de ce cordon ombilical pour ses importations de produits de première nécessité, de médicaments et d'équipements industriels. La sanctuarisation de la zone de Kayes, autrefois épargnée, montre une extension géographique du conflit vers l'ouest, menaçant la dernière route d'approvisionnement stable du pays.

Les frappes de drones du FLA à Gao

L'utilisation de drones kamikazes par le FLA (Front de Libération de l'Azawad) contre les forces maliennes et russes stationnées à Gao confirme la symétrisation technologique du conflit dans le Nord du pays. Contrairement aux actions du JNIM, le FLA utilise ces technologies pour des objectifs politiques de libération territoriale et de harcèlement des forces perçues comme "occupantes". L'argument avancé est la démonstration d'une capacité de frappe chirurgicale sur les centres urbains stratégiques et les installations aéroportuaires. Cela prouve que les rebelles du Nord ont acquis des compétences techniques avancées et des filières d'approvisionnement robustes. Gao, base logistique et de commandement majeure, devient un terrain d'insécurité permanente. Cette situation force les forces maliennes et leurs partenaires russes à disperser leurs moyens de protection, prouvant que le contrôle du ciel, autrefois garanti par les vecteurs russes et turcs, est désormais vigoureusement contesté par les forces insurgées, rendant toute opération aéroportée beaucoup plus risquée.

Massification politique au Sénégal : la stratégie de la "grande transhumance" inversée

Timbuktu Institute – Semaine 2 - Mars 2026

L'annonce par Aminata Touré du ralliement de 278 maires à la coalition "Diomaye Président", marque un tournant stratégique dans la consolidation territoriale du nouveau régime. En captant près de la moitié des communes du Sénégal, le pouvoir sécurise un relais d'influence directe auprès des populations locales, souvent crucial lors des scrutins législatifs ou territoriaux.

Ce basculement massif des élus, issus pour beaucoup de l'ancienne majorité ou des rangs indépendants, répond à une logique de "realpolitik" : pour les maires, il s'agit de s'arrimer au centre décisionnel pour garantir le financement de leurs projets communaux ; pour le régime, l'enjeu est de transformer une adhésion présidentielle en une hégémonie administrative.

Toutefois, ce ralliement pose un défi de cohérence idéologique. Le régime doit intégrer ces nouveaux alliés sans trahir sa promesse de rupture radicale (le "PROJET"). Le risque est de voir l'identité initiale se diluer dans des pratiques de transhumance politique classiques, au risque de décevoir une base électorale en attente d'un renouvellement profond des mœurs politiques.

Internationalisation des conflits judiciaires : le cas Madiambal Diagne

Le bras de fer judiciaire concernant l'extradition de Madiambal Diagne dépasse la simple procédure pénale pour devenir un test majeur de la coopération judiciaire franco-sénégalaise. Pour Dakar, ce dossier est une question de souveraineté et de reddition de comptes, visant à affirmer l'autorité de l'État sur ses ressortissants, quel que soit leur lieu de résidence.

À l'inverse, la "contre-attaque" lancée depuis Paris déplace le débat sur le terrain des libertés fondamentales et de la protection des journalistes. La défense mise sur les instances européennes pour bloquer la procédure, arguant d'un risque de politisation du dossier.

Cette bataille juridique risque de crispier les relations bilatérales si elle s'éternise. Elle place la France dans une position délicate, entre ses engagements conventionnels avec le Sénégal et son rôle traditionnel de terre d'asile pour la liberté de la presse, illustrant la complexité de la diplomatie judiciaire au XXI^e siècle.

Équilibre sociétal et réforme pénale : Le choix du délit sur le crime

La modification de l'article 319 du Code pénal sénégalais illustre une stratégie de "pragmatisme répressif". En privilégiant la qualification délictuelle au détriment de la voie criminelle, l'État recherche une efficacité procédurale immédiate. Les procédures criminelles, longues et médiatiquement saturées, risquent souvent de transformer les prétoires en tribunes politiques ou religieuses incontrôlables.

La voie délictuelle permet des jugements en flagrants délits, garantissant des sanctions rapides et systématiques. Cette approche permet de satisfaire une demande sociale de fermeté sur les mœurs tout en évitant l'aléa d'un jury populaire et la lourdeur des chambres criminelles. C'est une stratégie de "répression rationalisée" : le gouvernement durcit l'application de la loi tout en gardant une maîtrise totale sur l'appareil judiciaire, minimisant ainsi l'exposition médiatique de dossiers particulièrement sensibles pour l'opinion publique.

Résilience des foyers d'insécurité : Le rappel tragique du Nord Sindian

La mort d'un militaire au Nord Sindian (Casamance) rappelle brutalement que la stabilité sécuritaire du Sénégal demeure précaire dans ses zones périphériques. Malgré les processus de paix et les succès des opérations de ratissage, l'existence de groupes armés résiduels continue d'entraver la logistique militaire et de menacer l'intégrité territoriale.

Cet incident souligne une tension stratégique majeure : l'État doit maintenir une présence robuste au Sud alors que les ressources sont fortement sollicitées par la sécurité urbaine et les réformes politiques. La persistance de ces accrochages démontre que la "paix définitive" ne peut être uniquement militaire.

L'argument central réside dans la nécessité d'investissements massifs dans le renseignement de proximité et le désenclavement économique. Sans un développement concret des zones frontalières, les foyers de tension subsisteront, faisant de la Casamance un défi de sécurité nationale sur le temps long, nécessitant une vigilance constante au-delà des accords officiels.

Niger : La Base Aérienne 401 : un centre de gravité sous haute tension

Timbuktu Institute – Semaine 2 - Mars 2026

L'assaut nocturne contre la Base Aérienne 401 de Tahoua représente une tentative d'escalade majeure visant le cœur du dispositif aérien des Forces Armées Nigériennes (FAN). En ciblant cette infrastructure, les insurgés cherchent à neutraliser la supériorité tactique du Niger : la BA 401 est une plateforme vitale pour la projection de drones et l'appui-feu, outils indispensables à la surveillance du territoire. Une déstabilisation de ce site offrirait aux groupes terroristes une liberté de mouvement accrue dans la zone stratégique des "trois frontières".

Le succès de la riposte, soldé par la neutralisation de plusieurs assaillants et cinq arrestations, souligne la réactivité des FAN. L'échec de l'infiltration nocturne démontre l'intégration efficace de technologies de surveillance thermique et de protocoles d'alerte précoce. Les captures réalisées sont cruciales pour le renseignement humain (HUMINT) : elles pourraient permettre de démanteler les réseaux logistiques et les cellules dormantes ayant facilité l'approche de la base.

Sur le plan politique, cette victoire renforce la crédibilité du CNSP. En repoussant une attaque sur une installation aussi sensible sans soutien étranger direct, Niamey semble valider sa doctrine de souveraineté sécuritaire et de défense autonome. Cependant, l'audace de l'assaut prouve que les groupes armés conservent une capacité de projection inquiétante. La stabilité future dépendra de la capacité du Niger à verrouiller ces sanctuaires militaires tout en maintenant une pression constante sur les zones de transit terroristes.

La montée en puissance de l'État Islamique au Sahel (EIS)

La revendication par l'EIS d'une attaque meurtrière contre les forces nigériennes confirme la résilience et la dangerosité de cette faction dans la zone critique des "trois frontières". Contrairement à d'autres groupes qui privilégient une forme de contrôle social ou de gouvernance hybride, l'EIS maintient une doctrine de confrontation directe et brutale. Son objectif est clair : infliger des pertes maximales aux forces étatiques pour saper leur moral et leur capacité de projection. Cette stratégie s'inscrit dans une dynamique d'usure où chaque embuscade réussie sert de puissant levier pour la propagande mondiale du groupe, attirant ainsi de nouvelles recrues et des financements occultes.

Pour les autorités de Niamey, la persistance de l'EIS constitue un défi de taille. Elle oblige les FAN à maintenir un état d'alerte permanent, ce qui épuise les ressources humaines et matérielles sur le long terme. Tactiquement, l'EIS utilise une mobilité extrême et une connaissance parfaite du terrain pour frapper les points vulnérables de la logistique militaire. Stratégiquement, cela force l'État à un arbitrage difficile entre la concentration des troupes dans des "villes-garnisons" et la dispersion nécessaire pour protéger les populations rurales. La stabilité du Niger dépendra de sa capacité à combiner des frappes aériennes de précision avec un maillage territorial plus dense, tout en coupant les réseaux de ravitaillement transfrontaliers qui permettent à l'EIS de se régénérer après chaque offensive.

La guerre hybride et la traque des "mercenaires"

L'utilisation par l'armée nigérienne du terme "mercenaires" pour qualifier les assaillants neutralisés marque une évolution profonde du récit de guerre. Cette sémantique suggère que le conflit dépasse désormais le cadre d'une simple insurrection locale pour s'inscrire dans une dynamique de criminalité transnationale organisée. En désignant l'ennemi comme mercenaire, Niamey délégitime ses motivations idéologiques et met en lumière l'implication de combattants étrangers ou de réseaux de trafics transfrontaliers. Cela permet également de justifier une réponse militaire plus robuste et de solliciter une coopération régionale accrue au sein de la Confédération AES, en présentant la menace comme une agression extérieure plutôt qu'une fracture interne.

Les 22 interpellations réalisées en une seule semaine témoignent d'un effort massif pour démanteler les réseaux de complicité urbaine. Dans une guerre asymétrique, l'information est l'arme principale : en arrêtant les suspects avant qu'ils ne passent à l'acte, le Niger tente de reprendre l'initiative tactique. Cette stratégie vise à briser la chaîne logistique et les réseaux de guet ("sonnettes") qui infiltrent les centres urbains comme Tahoua. Le succès de ces opérations de police militaire repose sur une meilleure collaboration entre les services de renseignement et les populations locales. À terme, cette capacité à purger l'arrière-front des éléments infiltrés est essentielle pour sécuriser les infrastructures critiques, comme la Base Aérienne 401, et pour restaurer l'autorité de l'État dans des zones hybrides où la frontière entre civil et combattant est volontairement brouillée par l'ennemi.

Rééquilibrage diplomatique : l'axe Niamey-La Havane

La réception de l'ambassadeur de Cuba par le Chef de l'État nigérien constitue un acte de diplomatie symbolique fort, marquant une étape clé dans la diversification des partenariats de Niamey. Dans un contexte de rupture consommée avec plusieurs puissances occidentales, cette rencontre vise à démontrer que le Niger n'est pas isolé sur la scène internationale. Cuba, nation historiquement résiliente face aux sanctions, représente un modèle de coopération "Sud-Sud" pragmatique. L'expertise cubaine, particulièrement reconnue dans les domaines de la santé publique et de la formation technique, offre au Niger des solutions concrètes pour renforcer ses services de base sans les conditionnalités politiques souvent imposées par les partenaires européens traditionnels.

Ce rapprochement s'inscrit dans la stratégie globale de la Confédération de l'Alliance des États du Sahel (AES), qui cherche à bâtir un réseau de solidarité avec des nations du "Sud Global" partageant une rhétorique anti-impérialiste et souverainiste. Pour le Niger, s'allier avec La Havane permet de valider son discours de rupture tout en accédant à une assistance technique ciblée, notamment pour pallier le départ de certaines ONG occidentales. Stratégiquement, cela renforce la position de Niamey dans le mouvement des non-alignés, transformant la contrainte de l'isolement diplomatique en une opportunité de réalignement idéologique. À terme, ce type de partenariat pourrait s'étendre à d'autres secteurs comme l'agriculture ou l'éducation, consolidant ainsi la résilience interne du pays face aux pressions extérieures.

La persistance de la pression européenne et l'affaire Bazoum

L'exigence de libération inconditionnelle de Mohamed Bazoum par le Parlement européen cristallise un blocage diplomatique majeur entre Niamey et Bruxelles. Cette posture de l'UE crée un environnement de tension permanente qui entrave la reprise de l'aide budgétaire internationale, autrefois pilier du financement public nigérien. Pour le régime de transition, cette impasse est une arme à double tranchant. D'un côté, elle renforce la cohésion nationale : le CNSP utilise cette pression extérieure pour cimenter le soutien populaire autour de l'argument de la "souveraineté outragée" face à ce qui est perçu comme une ingérence néocoloniale. Ce narratif de résistance permet de légitimer les sacrifices économiques demandés à la population au nom de la dignité nationale.

D'un autre côté, ce bras de fer fragilise la capacité financière de l'État à long terme. Sans l'appui des bailleurs européens, le Niger doit trouver des sources de financement alternatives, souvent plus coûteuses ou liées à des exploitations de ressources naturelles encore en développement. L'argument stratégique réside dans le risque de "dégradation sociale" : si l'inflation et les pénuries s'installent durablement, l'instabilité pourrait renaître, non pas de l'opposition politique, mais des nécessités vitales non satisfaites. À terme, le Niger mise sur une réorganisation de ses flux financiers au sein de la Confédération AES et vers de nouveaux partenaires eurasiatiques pour contourner le levier de pression bruxellois, transformant ce blocage en un moteur définitif de rupture avec l'architecture financière occidentale.

La décapitation du commandement de Boko Haram : rupture tactique dans le Nord-Nigéria

Timbuktu Institute – Semaine 2 - Mars 2026

L'opération du 9 mars 2026, marquée par la neutralisation de 45 terroristes et la "décapitation" du commandement de Boko Haram, représente un tournant dans la doctrine de l'armée nigériane. Historiquement, la lutte contre l'insurrection dans le Nord-Est a souffert d'une posture réactive, laissant l'initiative aux groupes djihadistes. Cette offensive de précision démontre une montée en puissance du renseignement fusionné, permettant de frapper les centres de gravité décisionnels plutôt que de simples combattants de première ligne. En éliminant les cadres, l'armée cherche à briser la coordination logistique et idéologique du groupe.

Cependant, l'argument de la "décapitation" est à double tranchant. Dans une structure aussi résiliente, la disparition des chefs provoque souvent une fragmentation en micro-cellules encore plus imprévisibles. Le risque est de voir émerger des lieutenants cherchant à prouver leur légitimité par une violence accrue contre les civils. Pour que ce succès soit durable, l'État doit impérativement réinstaller des services de base dans les zones "nettoyées", car la victoire finale ne se gagnera pas uniquement par la force cinétique, mais par la capacité à offrir une alternative politique crédible au projet djihadiste.

Le front du Nord-Ouest : la guerre contre le banditisme de masse

Parallèlement au front djihadiste, l'élimination de 45 bandits dans le Nord-Ouest le 9 mars souligne la complexité d'une menace hybride. Ces groupes, initialement criminels, ont muté en une insurrection paramilitaire structurée, capable de paralyser le poumon agricole du pays. L'armée traite désormais ces "bandits" avec les mêmes moyens de guerre conventionnelle que les terroristes du Borno. L'enjeu est ici la sécurisation des corridors vitaux pour éviter une crise alimentaire nationale.

Cette militarisation de la réponse au banditisme montre que le Nigeria est engagé dans une guerre sur deux fronts distants de centaines de kilomètres, ce qui étire ses ressources logistiques à leurs limites. La mobilité extrême des bandits, utilisant les zones forestières comme sanctuaires, rend la pacification totale difficile. Le succès de ces opérations dépendra de la capacité de l'armée à maintenir une présence permanente, évitant ainsi que les groupes criminels ne se réinstallent dès que les unités d'élite se déplacent vers un autre secteur.

L'asymétrie de la létalité : le coût humain du conflit

Le bilan du 10 mars 2026, avec dix soldats et quatre civils tués, rappelle que malgré les offensives victorieuses, l'insurrection conserve une capacité de nuisance létale élevée. Cela rappelle la phase de guerre d'usure dans laquelle se trouve le pays, où les groupes affaiblis privilégient les embuscades et les engins explosifs improvisés (EEI). Pour une armée régulière, la perte d'officiers et de soldats formés est stratégiquement plus coûteuse que la perte de combattants irréguliers pour l'adversaire.

La mort de civils aux côtés des militaires suggère des attaques sur des axes logistiques ou des convois de ravitaillement. L'objectif terroriste est clair : briser le lien de confiance entre la population et les protecteurs étatiques. Cette "asymétrie de la douleur" oblige l'état-major à une remise en question constante de la protection des forces. La nécessité de sécuriser les routes ralentit les opérations offensives, créant un cycle où l'armée doit consacrer une part croissante de ses effectifs à la défense statique plutôt qu'à la poursuite active des insurgés.

La mutation technologique : l'aviation terroriste à bas coût

L'intensification de l'usage des drones commerciaux (COTS) modifiés par les terroristes, rapportée le 10 mars, change radicalement l'équilibre tactique. Pour quelques centaines de dollars, les insurgés acquièrent une capacité de reconnaissance et de frappe qui neutralise partiellement la supériorité aérienne de l'armée. Le drone COTS permet de cartographier les bases militaires et d'ajuster des tirs de mortier avec une précision inédite, créant une menace constante pour les troupes au sol.

Cette "démocratisation" de la troisième dimension impose à l'armée nigériane d'investir massivement dans la guerre électronique et les systèmes anti-drones. Stratégiquement, cela déplace le conflit vers le domaine technologique, où l'ennemi invisible peut frapper sans risque humain. La réponse ne peut être uniquement défensive ; elle nécessite une surveillance accrue des réseaux de contrebande électronique pour couper l'accès à ces technologies avant qu'elles n'atteignent le théâtre d'opérations, tout en adaptant les tactiques de camouflage des unités régulières.

L'État de Yobe : la stratégie de la poursuite et du verrouillage

Enfin, l'élimination de 20 djihadistes dans l'État de Yobe le 12 mars confirme que cette région reste un sanctuaire de repli stratégique. Yobe sert de base arrière pour les groupes cherchant à échapper à la pression militaire dans le Borno. En frappant ces unités en mouvement, l'armée tente d'empêcher la métastase de l'insurrection vers le centre du pays. Cette opération illustre l'agilité des forces de sécurité, désormais capables de mener des raids rapides basés sur des renseignements en temps réel.

Toutefois, la persistance de l'activité à Yobe montre que le conflit est un jeu de "vases communicants". Si les frontières avec les États voisins ne sont pas totalement verrouillées, les succès tactiques resteront isolés. La stabilité dépendra de la coordination avec la Force Multinationale Mixte (FMM) pour empêcher l'exfiltration des combattants vers le Niger ou le Tchad. La victoire à Yobe est donc un succès d'étape dans une guerre de mouvement où le contrôle de l'espace géographique et social est aussi crucial que le décompte des corps ennemis neutralisés.